

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
6 août 2019  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale**  
**Soixante-treizième session**  
Point 45 de l'ordre du jour  
**Question de Chypre**

**Conseil de sécurité**  
**Soixante-quatorzième année**

**Lettre datée du 1<sup>er</sup> août 2019, adressée au Secrétaire  
général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission  
permanente de la Turquie auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 1<sup>er</sup> août 2019 que vous a adressée le Représentant de la République turque de Chypre-Nord, İsmet Korukoğlu (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 45 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim,  
Représentant permanent adjoint  
(*Signé*) Rauf Alp **Denktaş**



## **Annexe à la lettre datée du 1<sup>er</sup> août 2019 adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, je vous écris comme suite à la lettre datée du 23 juillet 2019 que vous a adressée le Représentant chypriote grec à New York, et dont le texte a été distribué comme document du Conseil de Sécurité et de l'Assemblée générale (A/73/958-S/2019/594). Cette lettre déforme une fois de plus les faits. Afin de rétablir la vérité, je souhaite porter ce qui suit à votre aimable attention.

Tout d'abord, en ce qui concerne les allégations concernant de prétendues « violations de la réglementation internationale de la circulation aérienne » et de « l'espace aérien de Chypre », je tiens à rappeler que les vols effectués dans l'espace aérien souverain de la République turque de Chypre-Nord ont lieu au su et avec le plein accord des autorités compétentes de l'État, l'administration chypriote grecque de Chypre-Sud n'ayant à cet égard aucune compétence ni aucun droit de regard. La direction de l'aviation civile de la République turque de Chypre-Nord est seule compétente pour assurer le contrôle aérien et les services d'information aéronautique dans son propre espace aérien national. Les avis aux aviateurs sont diffusés conformément à l'article 3 de la Convention relative à l'aviation civile internationale (Convention de Chicago).

De même, les allégations mensongères formulées dans la lettre susvisée en ce qui concerne l'utilisation des ports chypriotes turcs sont sans fondement, l'administration chypriote grecque n'ayant ni compétence ni droit de regard sur Chypre-Nord. En outre, elles font fi de la réalité sur le terrain, à savoir l'existence de deux États indépendants et autonomes sur l'île de Chypre, chacun exerçant sa souveraineté et sa compétence sur son propre territoire.

S'agissant des affirmations fallacieuses concernant l'aéroport d'Ercan, situé dans le nord de l'île, il convient de souligner une nouvelle fois que le centre de contrôle régional et l'aéroport d'Ercan, qui sont équipés des moyens techniques les plus modernes, assurent un contrôle aérien régulier, fiable et sûr depuis 1977, date à laquelle la partie chypriote grecque, fidèle à sa politique d'isolement du peuple chypriote turc, a refusé d'assurer les services de contrôle aérien dans la partie septentrionale de l'île. Depuis lors, tous les vols dans l'espace aérien souverain de la République turque de Chypre-Nord se font avec l'autorisation du Service de l'aviation civile de Chypre-Nord, la République turque de Chypre-Nord ayant à cet égard toute compétence et tout pouvoir.

De plus, l'isolement injuste imposé aux Chypriotes turcs, que la partie chypriote grecque tente de renforcer unilatéralement en considérant tous les ports et aéroports de Chypre-Nord comme « illégaux », est en tous points contraire au droit international et est incompatible avec le vœu formulé par Kofi Annan, alors Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dans son rapport au Conseil de sécurité daté du 28 mai 2004 (S/2004/437), dans lequel il déclarait sans équivoque : « Je souhaiterais que [les membres du Conseil de sécurité] montrent clairement à tous les États la voie à suivre, qui est celle de la coopération sur le plan bilatéral et dans les instances internationales afin d'éliminer les restrictions et les barrières inutiles qui ont pour effet d'isoler les Chypriotes turcs et d'empêcher leur développement, cette élimination allant à mon avis dans le sens des résolutions 541 (1983) et 550 (1984) du Conseil ».

La législation de la République turque de Chypre-Nord en matière de sécurité aérienne est conforme à toutes les normes et recommandations de l'Organisation de l'aviation civile internationale. Elle garantit la sûreté et la sécurité aérienne en réglementant tous les aspects de l'aviation civile, y compris l'exploitation des aéroports et la gestion de la circulation aérienne. Tous les aéroports de Chypre-Nord respectent en tous points les normes internationales, et les investissements nécessaires ont été faits pour que les installations restent à la pointe de la technique. En outre, le nombre de contrôleurs aériens a augmenté proportionnellement au nombre des vols au fil des ans, et le centre de contrôle régional d'Ercan travaille en coopération étroite et régulière avec celui d'Ankara pour garantir la sécurité de tous les vols dans la région. Pendant la seule année 2018, 4 020 229 passagers ont fréquenté l'aéroport d'Ercan. En outre, 26 817 avions ont décollé de cet aéroport ou y ont atterri en 2018 et 218 065 avions ont utilisé l'espace aérien à service consultatif d'Ercan. À cet égard, il convient de souligner que la partie chypriote turque est déterminée à se conformer aux normes les plus strictes de sécurité aérienne en respectant pleinement la Convention de Chicago de 1944 et qu'elle est disposée à coopérer avec les autorités chypriotes grecques sur cette question très importante.

Je saisis cette occasion pour demander à la partie chypriote grecque de renoncer à ses diatribes contre-productives et d'un autre âge, et lui rappeler que son homologue est – comme c'est le cas depuis toujours – la partie chypriote turque, et non la Turquie.

Le Représentant de la République turque  
de Chypre-Nord  
(Signé) İsmet **Korukoğlu**

---